

Lettre d'information

Editorial

LA PRIORITE DE CE SIECLE

Durant ces dernières semaines, le climat, son évolution, son impact ont été au centre de réunions et de rapports importants. Chacun veut aujourd'hui apporter sa pierre à l'édifice et les scénarios les plus noirs défilent devant nous comme dans un film catastrophe.

La communauté de l'eau ne découvre pas ce sujet. Elle dit depuis longtemps déjà que des évolutions lentes, mais significatives peuvent être observées depuis plus de 50 ans. Mais qu'en même temps, la prudence s'impose pour extrapoler cette tendance dans les 50 prochaines années. A ce jour, une seule réalité s'impose. Et elle a été soulignée lors de la récente conférence de Nairobi : les phénomènes extrêmes augmentent, sécheresse d'un côté et inondations ou tempêtes de l'autre. Et la conséquence est visible partout : l'humanité est sur la défensive. Et cette défense coûte très cher : elle s'appelle barrages supplémentaires, forages plus profonds, digues de protection plus hautes et plus nombreuses.

Et ces investissements imprévus s'ajoutent à ceux qu'imposent une démographie galopante et des pollutions de plus en plus graves. Tout cela freine la capacité à atteindre les objectifs du millénaire. Tout cela milite en faveur d'une prise de conscience sans précédent. Une prise de conscience suivie de décisions concrètes, au-delà de l'enthousiasme du moment et des médias.

Plus que jamais, nous voyons se confirmer le rôle du Conseil mondial de l'eau : convaincre que l'eau est, avec l'énergie, la priorité de ce siècle. Et que cette priorité s'inscrit en préliminaire à toutes les politiques de développement.

Ce qui, pour la grande famille de l'eau, est une évidence, doit s'imposer à tous comme l'obligation de ce siècle.

Loïc Fauchon
Président



Loïc Fauchon lors de la conférence de l'AWRA

Zoom sur...

Loïc Fauchon reçoit le Grand Prix de l'Eau de l'Association américaine des ressources en eau

Le Président du Conseil mondial de l'eau, s'est vu remettre début novembre à Baltimore, Maryland, Etats-Unis, le Grand Prix de l'Eau, lors du congrès de l'Association américaine des ressources en eau (AWRA). Cette distinction, particulièrement renommée au sein de la communauté internationale, n'avait plus été décernée depuis 2001. Délivré par un jury de professionnels américains, ce prix distingue chaque année une personnalité du domaine des sciences, des technologies et du management de l'eau en fonction pour sa capacité et son rayonnement.

Site Internet de l'AWRA : <http://www.awra.org/>

Un nouveau rapport souligne la vulnérabilité de l'Afrique au changement climatique

Le Secrétariat de la Convention Climat des Nations Unies (UNFCCC) a publié un nouveau rapport sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation de l'Afrique. S'appuyant sur les données d'organismes tels que le Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE) ou l'Organisation météorologique mondiale (OMM), il révèle que le continent est beaucoup plus vulnérable au changement climatique que ce que nous pensions jusqu'alors. [En savoir plus](#)

Le thème de ce mois : l'Afrique

Avec près de 300 millions de personnes ne disposant pas d'un accès à une eau potable et environ 313 millions de personnes privées de systèmes d'assainissement, selon le Rapport régional africain du 4^{ème} Forum, l'Afrique demeure au cœur des préoccupations de la communauté internationale. Agir immédiatement est une priorité, une urgence.

Face à ce constat, le Conseil mondial de l'eau a tenté, à travers cette Lettre d'Information, de rassembler les contributions concernant des initiatives qui contribuent au changement. Nous remercions notamment nos membres et partenaires africains pour leur contribution.

3 questions à

Kordje Bedoumra
Directeur de la Facilité africaine de l'eau

→ Quels ont été les bénéfices du Forum de Mexico pour l'Afrique ?

Le 4^{ème} Forum mondial de l'eau a permis à l'Afrique de réaffirmer sa participation au sein de la communauté internationale de l'eau et de parler de ses besoins et de son expérience. L'Afrique a su profiter de la couverture mondiale fournie par le Forum pour éveiller les consciences au niveau international et inciter les décideurs régionaux à répondre aux problèmes liés à l'eau par l'action immédiate. Nous espérons que cela stimulera la communauté internationale à atteindre les objectifs que sont l'accès aux services d'eau et d'assainissement, un droit humain fondamental pour toutes les populations. Pour la première fois, l'Afrique, sous l'égide de l'AMCOW (Conseil des ministres africains chargés de l'eau) et de la BAD (Banque africaine de développement) a présenté un « Document régional africain » décrivant les perspectives et les défis majeurs de l'eau sur ce continent et a appelé la communauté internationale à s'engager plus avant pour accroître les financements d'infrastructures urgentes en Afrique. Le Forum fut aussi l'occasion de promouvoir des initiatives régionales stratégiques.

→ Comment la Facilité africaine de l'eau peut-elle, selon vous, contribuer à relever les défis de l'eau en Afrique ?

La FAE (Facilité africaine de l'eau) a été créée en réponse au faible niveau des financements relatifs au développement et à l'exploitation des ressources en eau en Afrique. Cette initiative de l'AMCOW résulte d'un consensus régional et international sur la nécessité d'investir dans ce secteur. La mission de la FAE est de créer un environnement favorable et de renforcer la gestion des ressources en eau en Afrique afin d'attirer les investissements massifs et appropriés nécessaires à l'accomplissement des objectifs nationaux et régionaux en matière d'eau. La FAE apporte son soutien à diverses actions comme l'amélioration des politiques de GIRE (gestion intégrée des ressources en eau), l'assistance aux organismes de bassins pour un

développement commun des eaux partagées, l'identification d'investissements pour le développement de petites infrastructures, l'amélioration de l'information et des connaissances du secteur, la création de systèmes de Suivi-Evaluation et la préparation de projets financièrement sûrs.

→ Comment se déroule le programme de la Banque africaine sur l'eau rurale lancé l'an dernier ?

L'initiative majeure de la BAD est de loin l'IAEAR (Initiative pour l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu rural), dont l'objectif est de mobiliser les gouvernements africains et la communauté internationale des donateurs afin d'accélérer le processus d'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement de base. Le but premier est d'étendre l'accès à l'eau potable et à l'assainissement à 80% de la population rurale d'ici 2015, sachant qu'en l'an 2000, 47% de cette population avait accès à l'eau et 44% à l'assainissement. Cela signifie que 277 millions de personnes vivant en zones rurales devront accéder à l'eau potable et 295 millions à l'assainissement d'ici la fin 2015. L'investissement nécessaire pour atteindre l'objectif de l'IAEAR est de l'ordre de 14.2 milliards de dollars. La Facilité s'engage à fournir 30% de cette somme sur les ressources du Fonds africain de développement (FAD) et de la BAD. 50% seront mobilisés par d'autres agences financières multilatérales et bilatérales et les 20% restant proviendront des gouvernements et des communautés bénéficiaires.

Kordje Bedoumra, de nationalité tchadienne, travaille à la BAD depuis 23 ans, dont plus de 10 ans à un niveau managérial dans le secteur de l'eau. Il a joué un rôle central dans la conception et le développement des initiatives de la BAD dans le secteur de l'eau telles que l'IAEAR. Mr Bedoumra a été nommé Directeur de la FAE en avril 2005 et Directeur du département eau et assainissement (OWAS) de la BAD en juillet 2006. Pour en savoir plus, visitez les [fiches-profil des Gouverneurs](#) du CME sur notre site.

L'Afrique en chiffres lors du 4^{ème} Forum

- En plus du Rapport régional africain (disponible [ici](#), pdf 3.4 MB), 20 sessions ont été consacrées à l'Afrique. Le continent a été représenté dans toutes thématiques traitées, à l'exception de la gestion des risques. Les principales questions soulevées furent le développement et le financement, l'importance de la participation des femmes dans la gestion de l'eau et la nécessité de renforcer les communautés et les acteurs locaux par des approches base-sommet. Malgré les difficultés rencontrées pour l'obtention de visas, plus de 34 organisations, en provenance de 11 pays africains, étaient présentes.
- 229 actions locales ont été mises en valeur, dont 50 furent présentées et débattues lors des sessions. Les pays africains ayant proposé plus de 10 actions locales sont les suivants: le Nigéria (24), l'Afrique du Sud (21), le Sénégal et l'Ouganda (14), l'Ethiopie (12), le Burkina Faso et le Kenya (10). Ces actions abordaient principalement les questions liées à l'assainissement, à la participation des communautés, l'eau et l'alimentation, les bassins versants, l'eau pour le développement et la protection des ressources en eau.

Africités 2006

Faciliter le renforcement des autorités locales pour répondre aux défis de l'eau en Afrique

La 4^{ème} édition du Sommet Africités pour les autorités locales a eu lieu à Nairobi, au Kenya, du 18 au 24 septembre 2006. A travers cette plateforme, les représentants des principaux gouvernements locaux en Afrique ont pu discuter et échanger avec diverses compagnies privées, ONG, agences des Nations Unies et autres organisations internationales sur la meilleure façon de travailler ensemble au niveau local afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Le CME, en coopération avec UN-Habitat et Cités et Gouvernements Locaux Unis-Afrique, a organisé une session intitulée « Faciliter le renforcement des autorités locales pour répondre aux défis de l'eau ». Le manque de capacités des autorités locales est en effet l'un des obstacles majeurs à la réalisation des OMD en Afrique. Les processus de décentralisation entraînent aujourd'hui les gouvernements centraux à transférer la responsabilité des services d'eau et d'assainissement aux autorités locales. Cependant, ces nouvelles responsabilités ne sont généralement pas accompagnées de nouvelles ressources humaines, techniques et financières. Partant de ce constat, les participants ont établi une liste de recommandations pour chacun des acteurs concernés.

Les résultats de la session seront repris dans un programme destiné à définir les actions à mener en priorité pour faciliter le renforcement des autorités locales. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus et lire les recommandations.

Les engagements pris lors du Forum pour l'Afrique

- Le Programme des Nations Unies sur les établissements humains (ONU-HABITAT) a établi un protocole d'entente avec la BAD concernant des prêts et subventions à hauteur de 579 millions de dollars pour des petits projets liés à l'eau en milieu urbain. Sur les 5 années à venir, 271 millions de dollars de subventions seront alloués et plus de 362 millions de dollars seront consacrés aux crédits pour l'investissement dans l'eau et l'assainissement.
- Le gouvernement français s'est engagé à doubler l'aide publique pour toucher 9 millions de personnes en Afrique d'ici 2015.
- L'AMCOW et les agences des Nations Unies préconisent la création de Centres d'Excellence, qu'ils guideraient avec le soutien du NEPAD et de partenaires internationaux, afin de consolider les efforts entrepris pour le développement durable et la gestion des eaux souterraines en Afrique.



Sommet Africités 2006

Principales recommandations émises lors de la session du CME à Africités

- Tous les acteurs doivent s'employer à renforcer les capacités humaines, financières et techniques des gouvernements locaux et de leurs autorités chargées de l'eau.
- L'argent alloué à l'eau doit être utilisé efficacement pour l'eau et accompagné de mécanismes efficaces de Suivi-Evaluation et de responsabilité.
- Les gouvernements centraux et locaux devraient inscrire l'eau au plus haut niveau de leurs plans de développement et de leurs budgets.

Eau et...

Sécurité : Le Président du CME aborde les questions de sécurité

Le 6 novembre dernier M. Fauchon a tenu un discours au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) basé à Washington DC, lors d'une conférence-débat sur le thème « Sécurité de l'eau: déterminer les liens entre eau, paix et stabilité ». Ces dernières années, le CSIS a entrepris d'analyser l'impact des problèmes internationaux liés à l'eau sur la croissance économique, le développement social, les relations géopolitiques, la santé et le bien-être des populations, en particulier à travers son projet « Global Water Futures. »

Cette conférence a rassemblé une cinquantaine de personnes, dont des représentants du Corps of Engineers de l'armée américaine, le Département américain de la Défense, le Département d'Etat américain, le Congrès américain, plusieurs ambassades, la Banque Mondiale et quelques ONG. Les participants ont discuté d'une définition de la sécurité de l'eau au niveau international qui placerait l'eau comme vecteur de paix plutôt que comme source de conflits. L'importance d'identifier au préalable les zones sensibles et de promouvoir la productivité par la prévention des risques et l'éducation a été également soulignée.

Le CME et le CSIS souhaiteraient dans le futur travailler ensemble de façon plus poussée sur des projets liés à la sécurité, à la gestion des risques et au développement.

Le discours de M. Fauchon et sa version française sont disponibles [ici](#).

[En savoir plus.](#)

Autorités locales : la contractualisation comme outil de renforcement des capacités locales

En Afrique, comme dans d'autres parties du monde en développement, la gestion, le financement et la réglementation des services d'approvisionnement en eau potable et assainissement nécessitent l'intervention de multiples acteurs travaillant dans un cadre de plus en plus décentralisé. Législation et contrats de performance sont de possibles outils de garantie de la qualité et l'accessibilité de ces services.

Le Conseil mondial de l'eau a participé à la première étape d'un processus de 3 ans impulsé par l'Institut de la Banque mondiale (WBI) dans le cadre de son plan de renforcement des capacités. Il s'agit d'un atelier international de réflexion à caractère consultatif sur la contractualisation des services d'eau potable et d'assainissement qui s'est tenu à Montréal du 17 au 20 octobre 2006. Organisée par le Secrétariat international de l'eau (SIE) et par le WBI, la rencontre avait pour but de dégager un plan pour l'élaboration de modules sur le renforcement des capacités qui seront enseignés dès janvier 2007 lors de séminaires axés sur les services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement adaptés aux pays en développement, notamment les régions Moyen-Orient, Afrique du Nord et Afrique sub-saharienne.

[En savoir plus.](#)

Visitez aussi le site du SIE : <http://www.i-s-w.org/>

Monitoring : Vers un plan d'action pour renforcer les activités de suivi- évaluation en Afrique

Les activités de suivi-évaluation (S&E) font l'objet d'un intérêt croissant au plus haut niveau. La présence de personnalités politiques à la réunion consultative régionale organisée par la FAE sous l'égide de l'AMCOW les 21 et 22 septembre derniers à Tunis en est le témoin. Abdelmalek Sellal, Ministre des ressources en eau de la République d'Algérie ouvrait cette rencontre à laquelle Bruno Jean Richard Itoua, Ministre de l'énergie et de l'Hydraulique de la République du Congo Brazzaville et Jenipher Namuyangu, Ministre d'Etat des ressources en eau de l'Ouganda, ont également participé. Cette réunion a permis aux participants de partager leurs expériences et de renforcer des partenariats afin de soutenir les pays africains dans le S&E du secteur de l'eau. Au terme de deux jours de discussions, les participants, 85 représentants d'institutions impliquées dans des activités de S&E, ont proposé un Plan d'action insistant sur la nécessité de :

- clarifier les concepts et d'établir un vocabulaire commun afin de faciliter la communication et les interactions entre les différentes parties prenantes.
- coordonner les différents acteurs, en commençant au niveau des pays et des activités qui existent déjà et renforcer les mécanismes nationaux et la coopération régionale.

La Facilité africaine de l'eau devrait créer un groupe de travail chargé de la mise en œuvre concertée des recommandations et propositions émises lors de cette réunion. Informations et contacts : www.africanwaterfacility.org

Prix Kyoto

■ **Projet international pour l'eau : une action kenyane**

Transfert de technologie Kzusabori et développement durable de l'eau par la communauté – La zone semi-aride de Njukini au Kenya (territoire Massaï) fait face à une forte pénurie d'eau potable et saine, en raison des faibles précipitations, des cours d'eau saisonniers et de fréquentes sécheresses. La région a été touchée par le choléra et les ressources en eau sont en contact quotidien avec les animaux sauvages. La solution mise en place a été de former les communautés aux technologies Kzusabori pour assurer l'approvisionnement en eau potable, améliorer les conditions de vie et de santé et assurer ainsi leur indépendance. Dix personnes ont été formées et 6 puits ont été construits dans des écoles primaires et au sein des communautés. Après 8 mois de formation, les 10 apprentis se sont avérés capables de forer des puits eux-mêmes. L'eau potable est désormais accessible et les maladies liées à l'eau ont considérablement diminué. Contact: [Hisayo Ohno](mailto:Hisayo.Ohno).

Plus d'informations sur le Prix de Kyoto est disponible [ici](#).

En bref...

- ➔ Nomination de la Chinoise Margaret Chan au poste de Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Site de l'OMS : <http://www.who.int>
- ➔ L'atelier "Developing Guidelines for Inter-Basin Water Transfers for Policy Makers in Africa" s'est déroulé à Accra, au Ghana, du 25 au 29 septembre 2006. Cliquez [ici](#) pour accéder au rapport (en anglais, pdf 1.4 MB)
- ➔ Joyeux anniversaire à l'UNICEF qui vient de fêter ses 60 ans ce mois-ci ! <http://www.unicef.org>



Enfants africains lors du 4^{ème} Forum
Photo courtesy of Leila Mead/IISD

Du côté des membres

➔ **Sensibiliser élèves, parents, éducateurs et communautés en Afrique par l'éducation à l'eau**

Sensibiliser les élèves en permettant aux professeurs d'utiliser du matériel d'éducation à l'eau est la base de la naissance de Project WET (Education à l'eau pour les professeurs). Project WET part de l'idée que l'éducation à l'eau joue un rôle essentiel face aux défis auxquels tous les pays doivent faire face pour tendre à une gestion de l'eau soutenable.

Le réseau international Project WET comprend actuellement 23 pays, dont 5 pays africains: Cameroun, Nigeria, Afrique du Sud, Togo et Ouganda. Depuis 2003, des milliers d'élèves, de professeurs et de chefs de communautés africaines ont reçu le matériel de Project WET. Cliquez [ici](#) pour lire l'article.

Contact: John.Etgen@projectwet.org

➔ **Conférence des organismes des bassins de lacs et rivières (R/LBOs)**

Les représentants des organismes pour les bassins de lacs et rivières se sont réunis à Kampala, en Ouganda du 19 au 20 octobre, afin d'engager leurs institutions à prendre part à l'effort du continent africain pour résoudre la crise de l'eau en Afrique. Cette conférence a rassemblé de hauts décideurs africains autour d'un accord pour la création et le soutien de nouveaux organismes de bassins et pour le renouveau des organismes existants, sous les auspices du Conseil des ministres africains chargés de l'eau.

Détails et rapport disponibles sur le site de l'AMCOW: <http://www.amcow.org/events.php>

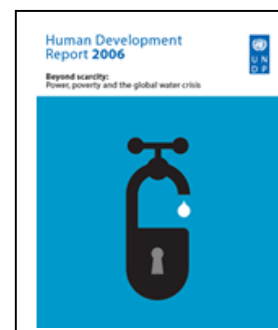
➔ **Mobiliser des ressources pour l'eau en Afrique - la Facilité africaine de l'eau en ligne**

Le nouveau site internet de la Facilité africaine pour l'eau (FAE) est désormais en ligne : www.africanwaterfacility.org. La FAE est une initiative du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) destinée à mobiliser les ressources financières nécessaires au développement du secteur de l'eau en Afrique. Créée en 2004, la FAE est hébergée et gérée par la Banque africaine de développement (BAD). Toute l'information sur la mission, les objectifs, les activités et les financements accordés par la FAE sont en ligne. Contact: s.hadjadjaoul@afdb.org

Publications

Rapport sur le développement humain 2006 : focus sur l'eau et l'assainissement

Le Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) publié le 9 novembre dernier au Cap en Afrique du Sud, s'intitule : « Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau. » Il met l'accent sur une crise de l'eau et de l'assainissement de plus en plus préoccupante. Ce rapport complète et réaffirme le message du 2nd Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau : la crise ne résulte pas simplement d'une pénurie des ressources en eau douce mais est liée à différents facteurs dont la pauvreté, l'inégalité d'accès, les guerres, les migrations et les modes de consommation contraires aux principes de développement durable. <http://hdr.undp.org/hdr2006/>



➔ 20 litres d'eau potable par jour : c'est le minimum nécessaire pour respecter le droit à l'eau!

Voici l'un des principaux énoncés relatifs au droit à l'eau du Rapport sur le développement humain.

Quelques exemples tirés de ce rapport concernant le droit à l'eau:

- Les secteurs privé et public ont tous deux un rôle à jouer pour faire respecter le droit à l'eau, bien que la responsabilité finale incombe aux gouvernements.
- Tous les gouvernements devraient aller au-delà de la formulation de principes constitutionnels vagues pour entériner le droit de l'Homme à l'eau dans la législation habilitante.
- Il serait judicieux d'établir des repères clairs afin de progresser vers la réalisation de l'objectif fixé, tout en rendant les gouvernements locaux et nationaux ainsi que les fournisseurs d'eau responsables de cette progression.

Cliquez [ici](#) pour retrouver tous les énoncés du Rapport relatifs au droit à l'eau.

Nous rencontrer...

26-27 novembre

Inter American Association of Sanitary and Environmental Engineering Congress (AIDIS) - Punta del Este, Uruguay
Loïc Fauchon

1er décembre

Atelier d'experts à l'OCDE sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Afrique - Paris, France
Paul van Hofwegen

8-9 décembre

Assemblée générale du Arab Water Council et 3ème Arab Water Regional Conference – Le Caire, Egypte
Loïc Fauchon, Moktar Bzioui and Hachmi Kennou

12-16 décembre

East Asian Seas Congress - Haikou City, Chine
Paul van Hofwegen

Vous pouvez envoyer vos communiqués de presse, annonces de publications ou d'événements pour parution au sein de la *Lettre d'Information du CME* à :

Sonia Briki ou Mélanie Giard, Communication

Tél.: +33 (0)4 91 99 41 00

Fax: +33 (0)4 91 99 41 01

E-mail: newsletter@worldwatercouncil.org

Autres dates

3rd Arab Water Regional Conference

9-11 décembre

Le Caire, Egypte – Organisé : National Water Research Center (NWRC) and Arab Water Council (AWC)

En savoir plus: www.nwrc-egypt.org/arabwater2006

Contact: nwrc@nwrc-eg.org

International Symposium on Water Resources and Renewable Energy Development in Asia

30 novembre – 1er décembre

Bangkok, Thaïlande

En savoir plus: <http://www.hydropower-dams.com/>

Contact: mb@hydropower-dams.com

Quelques acronymes:

AMCOW: Conseil des Ministres africains chargés de l'eau

BAD: Banque africaine de développement

NEPAD: Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

FAE: Facilité africaine pour l'eau

IAEAR: Initiative pour l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu rural